

Marché n° 25 – 045

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
Commun à tous les lots

**REAMENAGEMENT DES ESPACES DE
TRAVAIL SUR LE SITE DU CNED A TOULOUSE OCCUPE PAR RESEAU CANOPE ET LE CNED**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES	5
ARTICLE 1. Identification des acheteurs	5
ARTICLE 2. Présentation du marché	5
2.1. Objet du marché	5
2.2. Forme du marché	5
2.3. Etendue du marché	5
2.4. Délai d'exécution du marché	6
Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	6
2.5. Calendrier prévisionnel d'exécution	7
Interruption pour cause d'intempéries	7
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché	7
ARTICLE 4. Communication et réunion	8
4.1. Mode de communication	8
4.2. Réunions exceptionnelles	8
4.3. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire	8
ARTICLE 5. Correspondant du titulaire et intervenants sur le chantier	9
5.1. Maîtrise d'ouvrage	9
5.2. Equipe du maître d'œuvre	9
5.3. Contrôle technique	9
5.4. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé	10
ARTICLE 6. Protection des données	10
ARTICLE 7. Neutralité	10
ARTICLE 8. Confidentialité	10
ARTICLE 9. Assurances	10
ARTICLE 10. Sous-traitance	10
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT	11
ARTICLE 11. Prix	11
ARTICLE 12. Forme du prix	12
12.1. Prix du marché	12
12.2. Mise en œuvre de l'actualisation des prix	12
ARTICLE 13. Avances	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 14. Règlement du prix des prestations complémentaires ou modificatives	12
ARTICLE 15. Retenue de garantie	13

ARTICLE 16. Acomptes.....	13
ARTICLE 17. Projet de Décomptes.....	13
17.1. Projet de décompte mensuel.....	13
17.2. Projet de décompte final.....	13
ARTICLE 18. Modalités de facturation et de paiement.....	15
18.1. Modalité de facturation.....	15
18.2. Délais de paiement.....	16
18.3. Cession de créance.....	16
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D’EXECUTION	16
ARTICLE 19. Délais d’exécution des prestations.....	16
ARTICLE 20. Obligation du titulaire.....	16
ARTICLE 21. Devoir d’information et de conseil du titulaire.....	16
ARTICLE 22. Lieux d’exécution.....	17
ARTICLE 23. Contraintes particulières.....	17
23.1. Suivi et réunions de chantier.....	17
23.2. Conditions d’accessibilité au chantier.....	17
23.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	17
23.4. Registre du chantier.....	18
23.5. Réduction des nuisances.....	18
23.6. Etudes d'exécution.....	18
23.7. Essais et contrôles des ouvrages.....	18
23.8. Vérification des matériaux et produits.....	18
ARTICLE 24. Absence du personnel.....	19
ARTICLE 25. Obligation de vigilance.....	19
ARTICLE 26. Protection de la main-d'œuvre.....	20
ARTICLE 27. Prévention des risques de conflits d’intérêts et de corruption.....	20
ARTICLE 28. Pénalités.....	20
28.1. Pénalités encourues.....	20
28.2. Application des pénalités.....	21
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D’ADMISSION	21
ARTICLE 29. Opérations de vérification.....	21
ARTICLE 30. Décision à l’issue des opérations de vérification et garantie.....	22
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION.....	22
ARTICLE 31. Résiliation pour motif d’intérêt général.....	22
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES	22
ARTICLE 32. Différends entre les parties.....	22

ARTICLE 33. Compétence juridictionnelle	22
ARTICLE 34. Dérogations aux documents généraux	22

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

ARTICLE 1. Identification des acheteurs

D'une part

Réseau CANOPÉ, établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,

Représenté par son Directeur général, Monsieur Samuel VITEL nommé par décret du 26 janvier 2026.

Agissant en qualité de coordonnateur d'un groupement de commande constitué avec le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) par convention du 17 avril 2023,

Et d'autre part,

Le CNED (Centre national d'enseignement à distance (membre du groupement d'achats) dont le siège est situé au 2 boulevard Nicephore Niepce – Téléport 2 CS 80300, 86963 Futuroscope Chasseneuil,

Représenté par sa Directrice Générale, Mme Anne Szymczak, nommé par arrêté du 12 mars 2025.

ARTICLE 2. Présentation du marché

2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire le réaménagement des espaces de travail des services de l'unité opérationnelle CNED-Ecole de Toulouse et l'installation des services de Réseau Canopé sur cette implantation afin de mutualiser l'occupation.

Les prestations objet de la consultation ont lieu à l'adresse suivante : 3 Allée Anthonio Machado 31051 TOULOUSE.

2.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché de travaux passé sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

2.3. Etendue du marché

Le marché est alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique et comprend les lots suivants :

Lot	Désignation du lot	Code CPV associés
1	Démolition second œuvre	45111000-8 Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
2	Gros œuvre	45223220-4 Travaux de gros œuvre
3	Menuiseries extérieures - serrurerie	45421000-4 Travaux de menuiserie
4	Ascenseur : Pose et fourniture	45313100-5 : Travaux d'installation d'ascenseurs

5	Cloisons - plafonds - plâtrerie - cloisons modulaires	45421152-4 : Installation cloisons
6	Menuiseries intérieures - mobilier sur mesure	45421000-4 : Travaux de menuiserie
7	Mur mobile	45421152-4 : Installation cloisons
8	Revêtements sols souples	45430000-0 : Revêtement de sols et de murs
9	Revêtements sols durs - faïences	45432100 : Travaux de pose de revêtement de sol 54530000-0 : Revêtement de sols et de murs
10	Peinture - nettoyage	45442100-8 : Travaux de peinture
11	Plomberie sanitaire - chauffage - climatisation - ventilation	45330000-9 : Travaux de plomberie
12	Electricité générale	45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques
13	Mise à disposition de bloc sanitaire modulaire	45232460-4 : Travaux d'installations sanitaires

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et relatif au présent marché.

Le lot principal est le lot 11.

Des prestations similaires peuvent faire l'objet d'un marché ultérieur conclu en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

2.4. Délai d'exécution du marché

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa date de notification et se termine à la date de réception des travaux. Le démarrage des travaux débute à compter de la date fixée par ordre de service pour chaque lot.

Il est fixé dans le cadre de réponse valant mémoire du titulaire. Le maître d'ouvrage impose un délai global maximum fixé à 16 mois. Les délais d'exécution propres à chaque lot s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de la consultation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, le présent marché prévoit une période de préparation de 4 semaines **à compter d'un ordre de service de démarrage du Maître d'œuvre**. La durée de la période de préparation est identique pour chaque lot. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution propre à chaque lot.

Il est procédé au cours de la période de préparation, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes : (Liste non exhaustive des tâches à réaliser par le titulaire pendant la période de préparation).

•Par les soins du Maître d'œuvre

-calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux après remise par chaque entreprise, des éléments permettant de déterminer les tâches élémentaires.

•**Par les soins du titulaire**

-établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre au moins 10 jours avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier prescrites par le coordonnateur SPS ;

-présentation des plans de réservation et d'exécution au visa du Maître d'œuvre et transmission aux titulaires des autres lots concernés.

-Il sera établi, avant le démarrage des travaux, un constat d'huissier contradictoire sur l'état des ouvrages/locaux existants à la charge du titulaire du lot **CVC**

•**Compte prorata**

La signature de la convention relative à l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata est géré **par le titulaire du lot CVC**.

2.5. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le programme d'exécution des travaux est notifié pour visa du maître d'œuvre, et copie en est adressée au maître d'ouvrage, une semaine au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut apporter au calendrier prévisionnel les ajustements nécessaires, sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution des travaux de chacun des lots. Le titulaire s'adapte sans pouvoir prétendre à une compensation financière.

Interruption pour cause d'intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Toute prolongation du délai d'exécution, hors jours d'intempéries constaté, fera l'objet d'un avenant convenu entre les parties.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 (CCAG Travaux) :

1. l'acte d'engagement (AE), l'offre financière du titulaire et sa décomposition du prix global et forfaitaire,
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre au lot 4 et les plans du projet (plan de situation, plan technique) ;
4. le planning définitif d'exécution des travaux ;
5. le Rapport Initial de Contrôleur Technique
6. le cadre de réponse valant mémoire du titulaire ;
7. le planning prévisionnel d'exécution des travaux établi par l'équipe de maîtrise d'œuvre,
8. le plan général de coordination (PGC),
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
10. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publié par arrêté du 30 mars 2021 et le Cahier des clauses techniques générales applicable aux travaux.

Les ouvrages des différents corps d'état répondant aux conditions et prescriptions des documents techniques et administratives qui leur sont applicables (le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux en vigueur, le CCAG cité plus haut, le DTU, les normes NF, les normes UTE, les normes Afnor, etc...). Ces pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation des entreprises, sont réputées connues des titulaires et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

Les exemplaires originaux des pièces constitutives du marché ainsi que tout document émis postérieurement à sa conclusion (les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants acceptés par les parties au marché, les ordres de services, les bons de commande conservés dans les archives du maître d'ouvrage et de manière générale tout document postérieur à la notification du marché public émanant du maître d'ouvrage) forment l'ensemble des documents contractuels du présent marché et font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. Réunions exceptionnelles

Si des réunions exceptionnelles entre les acheteurs et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu selon les modalités précisées par le maître d'ouvrage, sans que le titulaire ne puisse facturer de surcoût.

4.3. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5. Correspondant du titulaire et intervenants sur le chantier

5.1. Maîtrise d'ouvrage

Les interlocuteurs du titulaire, concernant la gestion administrative du présent marché sont :

Le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés aux acheteurs, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle achats – marchés publics
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex
achats.dsfsjs@reseau-canope.fr

La conduite d'opération est assurée par : le CNED et Réseau Canopé.

Réseau Canopé, coordonnateur du groupement est seul signataire de tous les documents émis durant la phase d'exécution du présent marché public.

5.2. Equipe du maître d'œuvre

Une mission de maîtrise d'œuvre est confiée à l'équipe constituée de la manière suivante :

L'architecte mandataire ENZO & ROSSO SCOP SARL
113 boulevard de Lamasquère 31600 MURET
Tel : 05.34.46.19.48 / Mail : contact@enzo-rosso.fr

Ses co-traitants :

SETES SA INGENIERIE
14 avenue des Tilleuls- Quartier de l'Arsenal – BP 70932
65009 TARBES CEDEX
Tel : 05.62.34.25.54
Mail : accueil.setes@setes.fr

Et le Groupe GAMBÀ, ACOUSTIQUE
163 rue du Colombier
31670 LABEGE
Tél : 05.62.24.36.76
Mail : contact@gamba.fr

5.3. Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique de l'entreprise

BTP CONSULTANTS SAS
83 CHEMIN DE RIBAUTE
31400 TOULOUSE

5.4. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

Les locaux relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et santé des travailleurs est confiée à :

BTP CONSULTANTS SAS
83 CHEMIN DE RIBAUTE
31400 TOULOUSE

ARTICLE 6. Protection des données

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse des acheteurs est interdite.

ARTICLE 7. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 8. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 9. Assurances

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose :

- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées
- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité décennale découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10. Sous-traitance

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie, présente à Réseau Canopé une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 11. Prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont forfaitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Dans la DPGF, le montant global des travaux est ventilé de la manière suivante :

- Le CNED à hauteur de 66% du montant des prestations à réaliser
- Et Réseau Canopé à hauteur de 34% du montant des prestations à réaliser

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, tous les éléments, fournitures, prestations et travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage et d'une façon générale toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, la gestion des déchets sur le chantier, les impôts, les taxes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux. Le titulaire ne peut, en aucun cas, faire valoir un dépassement des quantités pour prétendre à une majoration de ses prix. Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Les prix sont également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation d'ouvrages répondant en tous points aux obligations contractuelles et à l'usage auxquels ils sont destinés dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas de groupement d'entreprises, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

ARTICLE 12. Forme du prix

12.1. Prix du marché

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché mais actualisables lorsque le commencement d'exécution des prestations est postérieur de plus de trois mois à la date de remise de l'offre, par le titulaire, au titre du marché, conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du Code de la Commande Publique.

L'actualisation est faite aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations, selon la formule suivante :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

dans laquelle :

P_a : Prix actualisé

P_0 : Prix initial

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de commencement d'exécution des prestations

I_0 : Valeur de l'index de référence au mois de remise de l'offre, soit juillet 2026 ou le mois de remise des offres négocié le cas échéant, I désignant l'indice précisé dans le tableau ci-dessous.

Lot	Désignation du lot	Index de référence
4	Ascenseur	BT48 - Ascenseurs - Base 2010 Identifiant 001710980

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

12.2. Mise en œuvre de l'actualisation des prix

En cas d'actualisation des prix, le titulaire adresse son calcul ainsi que l'annexe financière mise à jour à l'acheteur et simultanément au maître d'œuvre au plus tard dans les 10 jours précédant le début d'exécution des prestations aux adresses précisées à l'article 6 du présent CCAP.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG-travaux, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

Les prix actualisés obtenus sont déterminés avec deux décimales selon la règle de l'arrondi arithmétique : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

ARTICLE 13. Règlement du prix des prestations complémentaires ou modificatives

Le présent article concerne les prestations complémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le pouvoir adjudicateur dans la consistance des prestations, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

ARTICLE 14. Retenue de garantie

En application des articles R. 2191-33 à R. 2191-35 du code de la commande publique, le marché prévoit une retenue de garantie. La retenue de garantie de 5 % peut être appliquée sur la facture globale présentée par le titulaire ou sur chaque acompte et prélevée sur le montant de chaque facture par le comptable assignataire des paiements. Elle couvre les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui sont formulées pendant le délai de garantie.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie en application de l'article R. 2191-36 du code de la commande publique. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. En cas d'avenant ayant un impact financier, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Il n'est pas accepté de caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 15. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 16. Projet de Décomptes

16.1. Projet de décompte mensuel

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre conformément à l'article 12 du CCAG Travaux. Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Lorsque le titulaire remet de manière distincte à chaque acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

16.2. Projet de décompte final

Par dérogation à l'article 12.3.2. du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG Travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3. du CCAG Travaux.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini ci-dessous.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre,

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte général est signé par le représentant de la maîtrise d'ouvrage et devient alors le décompte général.

Réseau Canopé notifie au titulaire le décompte général trente jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire,

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, Réseau Canopé notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après actualisation définitive des prix.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées ci-dessous, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

Dans un délai de trente jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant de Réseau Canopé, avec copie au maître d'œuvre, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, les représentants des maîtres d'ouvrage règlent, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé à Réseau Canopé dans le délai de trente jours, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par le représentant de Réseau Canopé est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

ARTICLE 17. Modalités de facturation et de paiement

17.1. Modalité de facturation

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le titulaire notifie de manière distincte à Réseau Canopé et au CNED une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci. A noter que toute situation doit au préalable avoir été validée avec le maître d'œuvre.

Le montant des prestations est payable par chaque membre du groupement, après certification du service fait, sur présentation d'une facture libellée à son nom selon la répartition suivante :

- Le CNED reçoit chaque facture à hauteur de 66% des prestations réalisées
- Et Réseau Canopé reçoit chaque facture à hauteur de 34% des prestations réalisées

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché et de lot ;
- N° de l'engagement juridique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant TTC ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir pour **Réseau Canopé** :

- du numéro de SIRET de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : 18004301001485
- de la référence de la commande communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir pour le **Cned** :

- du numéro de SIRET du CNED (Siret du siège obligatoirement) : 19752905000183
- de la référence de la commande communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

17.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours maximum, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

17.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 18. Délais d'exécution des prestations

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché s'effectue conformément aux stipulations du présent marché, le cas échéant précisées dans le cadre valant mémoire du titulaire.

ARTICLE 19. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

ARTICLE 20. Devoir d'information et de conseil du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard des acheteurs.

A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer aux acheteurs dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 21. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées à l'adresse suivante : **3 allée Antonio Machado 31051 TOULOUSE.**

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite et entière connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment :

- pris parfaite connaissance de la nature de ces lieux et notamment des surfaces à aménager,
- pris connaissance complète et entière de la situation des locaux, de leurs abords ainsi que des conditions d'accès au bâtiment, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique.

ARTICLE 22. Contraintes particulières

22.1. Suivi et réunions de chantier

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant des maîtres d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS. Ces réunions sont fixées de manière hebdomadaire à compter de la notification du contrat. Le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

La présence du titulaire à ces réunions est obligatoire. L'absence, non justifiée, aux réunions de chantier entraîne une application des pénalités prévues au présent CCAP.

Le maître d'œuvre et les représentants des maîtres d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites impromptues en dehors des visites périodiques.

22.2. Conditions d'accessibilité au chantier

Le titulaire doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers. D'une manière générale, la signalisation complète du chantier doit être assurée par le titulaire durant toute la durée du chantier et ce, 24h/24h. Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

22.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La sécurité des biens et des personnes doit être une priorité pour le titulaire qui met en œuvre tous les moyens nécessaires afin que celle-ci soit préservée.

Le titulaire communique :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs (PPSPS, plan de retrait le cas échéant, ...);
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation son PPSPS;
- Durant la période de préparation sa présence à la Visite d'Inspection Commune (VIC) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

22.4. Registre du chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas établi de registre de chantier.

22.5. Réduction des nuisances

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande du maître d'ouvrage.

L'acheteur rappelle qu'une partie du site restera en activité pendant toute la durée du chantier. Le titulaire veillera à minimiser les nuisances autant que possible et à garantir la sécurité liée à cette coactivité.

22.6. Etudes d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

22.7. Essais et contrôles des ouvrages

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire. Si le maître d'œuvre prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge des maîtres d'ouvrage.

22.8. Vérification des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations précisées dans le CCTP propre au lot concerné.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie

par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux. Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

ARTICLE 23. Absence du personnel

En cas d'absence prévue ou non d'un ou de plusieurs personnels, le titulaire met en œuvre les mesures prévues dans son offre technique afin de poursuivre les prestations attendues.

ARTICLE 24. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

ARTICLE 25. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

ARTICLE 26. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 27. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

27.1. Pénalités encourues

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont encourues par le titulaire :

- Retard dans l'exécution des travaux : 300 € par jour calendaire de retard
- Absence aux réunions de chantier sans avoir prévenu 24h avant la réunion le Maître d'œuvre : 300 € forfaitaire sur simple constat et sans mise en demeure préalable
- Retard dans la transmission des documents : 100 € par jour calendaire de retard
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, la signalisation générale du chantier : 200 € par constat
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, ...) : 500 € par jour calendaire

- Dépôt des matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 200 € par constat
- Retard dans le nettoyage du chantier : 500 € par jour calendaire de retard
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier : 500 € par jour calendaire de retard
- Défaut de gestion des déchets : 500 € par constat
- Non-respect de destination des matériaux : 500 € par constat.
- Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- Après réception et en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire : une pénalité de 500 € est appliquée par jour calendaire de retard
- Non-respect du délai de levée des réserves : 500 € par jour calendaire
- Non-respect des dispositifs de sécurité : 200€ par jour calendaire de retard
- Non-respect du nettoyage de chantier : 150 € en cas de non-exécution

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, le titulaire du marché encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.

27.2. Application des pénalités

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Les pénalités s'appliquent de façon provisoire sur les situations mensuelles du Moe. Elles deviennent définitives lors de l'établissement du DGD sur décision du MOa.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation aux articles 19.4 et 19.2.2 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro et ne sont pas plafonnés.

QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 28. Opérations de vérification

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le Maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par le maître d'ouvrage accompagné du maître d'œuvre conformément aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

La prestation doit être conforme aux prescriptions détaillées dans le CCTP du marché.

A défaut, la prestation ne donne pas lieu à facturation. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

ARTICLE 29. Décision à l'issue des opérations de vérification et garantie

La décision réception est prononcée par le maître d'ouvrage à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux. Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

CINQUIEME PARTIE : RESILIATION

ARTICLE 30. Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux.

Toutefois, par dérogation 50.4 du CCAG-Travaux, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité le maître d'ouvrage respecte un délai de trois mois entre la date notification de la résiliation et sa date d'effet.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 31. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 32. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 33. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-Travaux, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son application.

L'article 2.6 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux concernant le programme d'exécution et le calendrier d'exécution.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 18 du présent CCAP déroge aux articles 12.1.1, 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG Travaux concernant le projet de décompte.

L'article 25.4 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux concernant le registre de chantier.

L'article 30 du présent CCAP déroge aux articles 19.1, 19.2.2 et 19.4 du CCAG-Travaux concernant le montant des pénalités.

L'article 33 du présent CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG-Travaux concernant la résiliation pour motif d'intérêt général.

L'article 36 du présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG-Travaux concernant la dérogation aux documents généraux.